

(Les milieux économiques font pression) pour améliorer l'accès à NLFA depuis le nord

18.06.2019

D'un coup d'oeil

Des organisations économiques allemandes et suisses demandent un développement rapide de l'axe ferroviaire Zurich-Stuttgart pour le transport de voyageurs et de marchandises. Ces infrastructures ferroviaires doivent être à la hauteur de leur importance internationale. C'est le seul moyen d'améliorer les échanges transfrontaliers, de poursuivre la politique suisse de transfert vers le rail et d'accroître la sécurité d'approvisionnement.

Une dizaine d'organisations économiques allemandes et suisses demandent que les infrastructures ferroviaires entre les nœuds de Zurich et de Stuttgart soient développées sans tarder pour créer un corridor de transport performant pour les voyageurs et les marchandises. Cela vise trois objectifs prioritaires:

- optimiser les raccordements entre les centres économiques et raccourcir les temps de parcours;
- développer l'accès à la nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes (NLFA) pour poursuivre la politique suisse de transfert vers le rail;
- créer des itinéraires alternatifs et des réserves de capacité pour décharger la ligne de la vallée du Rhin (ligne de Bâle à Mannheim en Allemagne) afin d'éviter un deuxième incident de type Rastatt.

DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES REGIONALES CRUCIALES A L'ECHELLE INTERNATIONALE

La Suisse est une plaque tournante d'importance européenne sur l'un des neufs corridors de transport de l'UE reliant les ports nordiques d'Anvers et de Rotterdam à celui de Gênes. Elle entretient en outre des liens économiques étroits avec les espaces économiques limitrophes au nord et au sud. Quant à l'Allemagne, elle est toujours l'un de nos principaux partenaires commerciaux, raison pour laquelle les raccordements par le rail et la route sont très importants. L'interconnexion économique doit être soutenue par des infrastructures de transport pour que les évolutions positives puissent avoir lieu.

TRANSPORT DE MARCHANDISES EN HAUSSE ET POLITIQUE SUISSE DE TRANSFERT VERS LE RAIL

Les volumes de marchandises transportés chaque année à travers les Alpes suisses, que ce soit pour l'importation, l'exportation ou le transit, dépassent aujourd'hui les 40 millions de tonnes. Afin de mettre en œuvre la politique suisse de transfert de la route au rail, plus de 20 milliards de francs ont été investis ces 20 dernières années dans la NLFA. Il s'agit de rendre le transport ferroviaire de marchandises plus attrayant et plus fiable. Or ces investissements dans nos infrastructures transalpines n'ont de sens que si l'accès est assuré au nord et au sud. L'interruption de la circulation sur la ligne de la vallée du Rhin en 2017 en a donné la preuve éclatante. La fermeture d'un tronçon, qui est un goulet d'étranglement, a réduit les capacités sur l'axe nord-sud à 16% ponctuellement (pour le rail) et à 45% du volume normal des marchandises transportées. Cet incident a occasionné 2 milliards d'euros de dommages économiques au moins.

ÉVITER UN DEUXIEME INCIDENT DE TYPE «RASTATT»

Après cet incident, les milieux économiques suisses se sont positionnés rapidement: plus jamais un incident de type «Rastatt». Depuis, ils s'engagent en faveur d'une meilleure gestion des risques, d'une meilleure coordination transfrontière des pays concernés par un corridor et d'une harmonisation des règles et exigences en matière d'exploitation pour le transport ferroviaire européen. Au-delà des mesures institutionnelles et organisationnelles, il faut aussi agir dans le domaine des infrastructures. La ligne ferroviaire reliant Zurich et Stuttgart joue un rôle central notamment lorsqu'il s'agit de décharger la ligne de la vallée du Rhin. La Suisse et la République fédérale d'Allemagne s'étaient engagées à renforcer cet axe dans la convention du 6 septembre 1996 relative à l'accès à la NLFA. Pour la Suisse en tant que place économique et pays de transit, il est décisif de concrétiser cet engagement. Le 22 mai dernier, les Ministres des Transports des deux pays ont signé une nouvelle convention visant à renforcer l'accès à la NLFA, un pas dans la bonne direction. Dans ce dossier, les milieux politiques doivent assumer un rôle de leader.

Dominique Rochat

Responsable de projets Senior Énergie, environnement, infrastructures et numérisation



Lukas Federer

Responsable du département Énergie, environnement, infrastructures et numérisation, membre de la direction élargie